



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Suisse • (Page 08)

Forte hausse des nuitées au premier semestre 2021

Le nombre de nuitées a augmenté de 14,3% par rapport à la même période de 2020. Si la ...

Réduction de la déforestation

Le Brésil n'atteindra pas son objectif

Le pays ne va pas atteindre son objectif de réduire de 10% la déforestation en Amazonie sur la période d'août 2020 à juillet 2021, qui sera plutôt ... • (Page 08)



Exercice de l'activité de bourse en ligne • (Page 03)

Le CREPMF autorise CORIS BOURSE



Promotion de l'investissement • (Page 04)

Rose MIVEDOR visite la ferme «New Generation Agricole»

Lutte contre la Covid-19

Le Togo a déjà mobilisé 363 milliards FCFA

Dans le but de lutter efficacement contre la pandémie du coronavirus qui ne ... • (Page 02)

Lutte contre l'impunité

Le CACIT recrute un consultant

Le Collectif des associations de lutte contre l'impunité au Togo (CACIT) recrute un (e) consultant(e) pour mener une étude ... • (Page 05)

Afrique

Le Qatar se renforce dans le business de l'inclusion financière

Déjà présent dans la banque en Afrique subsaharienne et au Maghreb, le Qatar, ... • (Page 06)

Ministère de l'agriculture

1239 fonctionnaires répartis dans 27 départements

Le ministre de l'Agriculture, de l'élevage et du développement rural, Antoine ... • (Page 11)

Cours des devises offert par



Devise	Euro	Dollar us	Yen japonais	Livre sterling	Franc suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham Emirats Arabes Unis
Achat	655,957	548,000	5,005	766,500	606,000	439,750	84,500	148,750
Vente	655,957	555,000	5,065	773,500	612,000	446,750	86,250	151,500

Lutte contre la Covid-19

Le Togo a déjà mobilisé 363 milliards FCFA

Dans le but de lutter efficacement contre la pandémie du coronavirus qui ne cesse de décimer les populations, le gouvernement togolais a prévu mobiliser 400 milliards de francs CFA pour alimenter le Fonds de relance et de solidarité Covid-19. A la fin du mois de juin 2021, 363 milliards FCFA a été mobiliser soit 90,75% du montant



prévu.

• Bernard AFAWOUBO

Au Togo, rien n'est laissé au hasard dans la lutte contre la covid-19. Ainsi, depuis l'apparition du premier cas de la contamination de la maladie, le Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé et ses collaborateurs sont éveillés, bravant régulièrement les obstacles pour préserver la santé des citoyens et rétablir promptement l'équipe socio-économique, peu importe le prix à payer. Cette détermination manifeste a fait naître un Fonds de relance et de solidarité covid-19. Comme le nom l'indique, il est destiné à assister les populations exposées au danger, partout sur le territoire. Du 02 avril 2020 (date du début de l'état d'urgence sanitaire au Togo) à fin juin 2021, le gouvernement a mobilisé 363 milliards de francs CFA, soit 90,75% des 400 milliards prévus pour alimenter le Fonds de relance et de solidarité covid-19. L'argent collecté provient des bonnes volontés, des partenaires techniques et financiers et du secteur privé. Grâce à ces ressources, les pouvoirs publics mettent en place des mesures anti-covid salvatrices, couvrent les dépenses

d'assistance aux populations vulnérables à travers des programmes comme "Novissi", ripostent solidement contre la pandémie en passant par des actions adaptées pour une résilience économique. Plus de 13 milliards de francs CFA, ont été dépensés dans le compte de "Novissi", au profit d'environ 820 000 bénéficiaires à la date du 28 juin 2021. En fin d'année 2020, les dépenses effectuées dans la lutte contre la pandémie depuis le 06 mars 2020, s'établissaient à 107 milliards de francs CFA. Dans cette somme, plus de 52 milliards avaient été dépensés pour la relance économique. A ce jour, le cumul des dépenses faites depuis que la crise a commencé est estimé à plus de 132 milliards. La locution « mieux vaut prévenir que guérir » illustre au mieux la stratégie nationale adoptée au Togo pour permettre aux

populations d'être viables sur le plan social et économique. Au rang des dispositions seyantes prises pour étouffer les effets indésirables de la crise, il y a la construction des infrastructures sanitaires, le réaménagement des centres de santé, l'achat de matériels modernes, la production massive des masques de protection et le subventionnement de leur achat, l'activation du programme de revenu universel de solidarité "Novissi", la gratuité des tranches sociales d'eau et de l'électricité, la baisse des prix des produits pétroliers, la réduction du coût de branchement à l'eau potable, la mise en œuvre de la politique d'allègement des charges fiscales, les reports des échéances de crédits pour les entreprises... C'est sans doute pourquoi le Togo est actuellement classé parmi les pays les plus résistants à



AUX DECIDEURS...

Sécuriser les chaînes d'approvisionnement

La pandémie de COVID-19 a révélé que les chaînes d'approvisionnement mondiales sont un immense château de cartes.

COVID-19 a mis à nu de nombreuses vérités inconfortables concernant la préparation globale de la société aux événements à faible probabilité mais à fort impact, en particulier les événements mondiaux. Celles-ci vont de questions relatives exclusivement à la préparation à une pandémie à des questions considérablement moins ésotériques, comme la capacité des chaînes d'approvisionnement mondiales à fonctionner indépendamment des diverses pressions exercées sur eux.

Ce dernier va bien au-delà du problème d'approvisionnement en papier toilette vécu au début de la pandémie. Il s'étend pour inclure toute une gamme de produits comme le bois et autres matériaux de construction, outils, denrées alimentaires, semences, meubles, produits de nettoyage, canettes en aluminium, boccas, piscines et équipements de piscine, produits chimiques, vélos, matériel de camping, appareils ménagers et pièces de rechange de toutes sortes.

Dans de nombreux cas, les chaînes d'approvisionnement ont été comprimées simultanément aux deux extrémités – l'offre et la demande.

Alors que les fermetures imprévues d'installations de fabrication et de distribution, les goulots d'étranglement aux frontières et les travailleurs malades ont causé des points d'étranglement dans les lignes d'approvisionnement, les personnes enfermées chez elles pendant des mois ont fait augmenter la demande pour une multitude de produits.

La pandémie a révélé que les chaînes d'approvisionnement mondiales sont un immense château de cartes : assez fragiles les bons jours, mais susceptibles de s'effondrer lorsqu'il y a une brise inattendue.

Avant COVID-19, il y avait déjà une grande pression sur la production de microprocesseurs, microcontrôleurs, cartes mères et autres en raison de la capacité de production mondiale limitée et des appels de produits plus importants. La pandémie a exercé une pression supplémentaire sur un segment déjà pressé, car les goulots d'étranglement de la production et de la distribution ont été comblés par une demande accrue due à la pandémie.

Il n'y a pas si longtemps, les perturbations dans la production de puces électroniques avaient tendance à n'affecter que la fabrication de téléphones intelligents, de tablettes, d'ordinateurs, de disques durs externes et, plus récemment, de téléviseurs à écran plat.

Aujourd'hui, cependant, de telles perturbations ont également un impact sur la production d'automobiles, car les puces sont de plus en plus utilisées dans les systèmes de direction assistée et de freinage, les systèmes d'infodivertissement automobile et d'autres composants. La situation des constructeurs automobiles ne devrait qu'empirer à mesure que de plus en plus de biens de consommation deviennent intelligents via la connectivité Wi-Fi ou Bluetooth.

La liste croissante d'articles nécessitant des puces électroniques est déconcertante, car ces composants sont presque exclusivement fabriqués dans certains des endroits les plus risqués du monde du point de vue des catastrophes naturelles : Chine, Japon, Taïwan, Corée du Sud, Malaisie, Thaïlande, Philippines et Californie. Cela doit changer. Nous avons besoin de plus d'installations de fabrication de puces électroniques et celles-ci doivent être situées dans des endroits à faible risque de dangers naturels et autres.

Mais qu'il s'agisse de puces électroniques, de copeaux de bois ou de chips, les entreprises doivent se familiariser intimement avec leurs chaînes d'approvisionnement si elles ne le sont pas déjà : ce qu'elles obtiennent, à quelle fréquence, en quelles quantités, de qui, d'où, comment et Pourquoi. La continuité des activités, les plans d'urgence et les solutions de contournement doivent être mis en place à l'avance pour faire face aux scénarios de simulation. Les gestionnaires de risques, qu'il s'agisse de consultants internes ou de consultants tiers, doivent participer à ces discussions, tout comme les conseils d'administration.

Les acheteurs d'assurance d'entreprise et les gestionnaires de risques doivent comprendre les différences entre les principales couvertures d'assurance, comme les interruptions d'activité standard et les interruptions d'activité contingentes, et s'assurer qu'ils disposent d'une protection financière appropriée.

Enfin, et dans une perspective d'ensemble, la société doit avoir une meilleure idée des points d'étranglement (à la fois au niveau de la fabrication et de la distribution et dans le monde physique) afin qu'ils puissent être traités, atténués ou même éradiqués.

De plus, nous devons faire plus de recherches pour comprendre comment les consommateurs se comportent face aux crises. Les domaines émergents de l'économie comportementale et de la science de la décision ont beaucoup à apporter à cette discussion.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie : 56 600 km ²		Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)		Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an		Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)		Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)		Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)		Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)		BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)		CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)		Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C		COFACE
Taux de scolarisation : 83%		INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance : 5,1 (2019)		CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US		populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)		CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)		BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)		FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)		PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)		MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)		Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)		Populationdata

Exercice de l'activité de bourse en ligne

Le CREPMF autorise CORIS BOURSE

Par décision N° CREPMF / 2021 / 178, en date du 22 juillet 2021, le Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers (CREPMF) autorise la Société de gestion et d'intermédiation CORIS BOURSE pour l'exercice de l'activité de bourse en ligne sur le marché financier régional de l'UMOA (Union monétaire ouest africaine).

• Joël YANCLO

Service de réception-transmission d'ordres sur instruments financiers via un Support électronique, l'activité de bourse en ligne peut désormais être exercée par la Société de gestion et d'intermédiation CORIS BOURSE sur le marché financier régional de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA). En effet, par décision N° CREPMF / 2021 / 178, le Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers (CREPMF) autorise CORIS BOURSE exercer l'activité de bourse en ligne. La Société de gestion et d'intermédiation CORIS BOURSE doit, dans le cadre de ses activités de bourse en ligne, se conformer strictement à la réglementation en vigueur sur le marché financier régional de l'UMOA. La présente décision, qui prend effet à compter du 22 juillet 2021, est publiée au Bulletin offi-



ciel de la cote (BOC) de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM). Créée en 2010 à l'initiative du Groupe Coris, Coris Bourse SA est une Société de Gestion et d'Intermédiation membre de la Bourse Régio-

nale des Valeurs Mobilières de l'Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA). Elle a été agréée par l'autorité de tutelle le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers

(CREPMF) sous le numéro SGI/2010-02. Coris Bourse opère dans la finance d'entreprise, la tenue de compte et de conservation, l'intermédiation boursière ainsi que dans la gestion privée. Elle offre ses prestations à haute

valeur ajoutée à une clientèle diversifiée que ce soit les entreprises, les structures publiques, les investisseurs institutionnels et des particuliers. De par sa parfaite connaissance de l'environnement socio-économique du Burkina Faso et des pays membres de UEMOA, Coris Bourse met au point des solutions de financement et de placement dont l'unique objectif est la pleine satisfaction de sa clientèle. Le capital social de 2 milliards F CFA entièrement libéré est reparti à 72.745 % pour les actionnaires institutionnels et à 27.255 % pour les petits porteurs. Avec 6,33% de parts de marché, Coris Bourse a été la 5e Société de gestion et d'intermédiation (SGI), en terme de volume des transactions en 2020, à la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM). Pour rappel, l'exercice de la bourse en ligne est une réalité sur le marché financier

régional depuis septembre 2021 où la BRVM est passée de la Cotation Électronique Centralisée (saisie des ordres à la BRVM) à la Cotation Électronique Décentralisée (saisie des ordres par les SGI) pour aboutir à la transmission des ordres à partir des téléphones portables, tablettes etc. des clients, pour être routés vers le système de négociation de la BRVM (Bourse en Ligne). C'est une évolution technologique qui renforce la position de la BRVM dans le concert des bourses innovantes. Elle vise trois principaux objectifs à savoir l'amélioration de la liquidité du marché ; la réduction des délais d'exécution des ordres ; la baisse des coûts des transactions. Un travail remarquable accompli par toutes les parties prenantes au projet sous la houlette du CREPMF, Autorité de Régulation du marché, qui a permis d'aboutir à la mise en œuvre effective de la Bourse en ligne.

Afrique

Pour Pascal Lamy, la ZLECAF peut aider à éliminer les frontières héritées de la colonisation

Pascal Lamy, ancien directeur de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), voit dans la ZLECAF un outil pour redessiner une nouvelle carte de l'Afrique, différente de celle héritée de la colonisation. Une vision claire, mais dont la mise en œuvre peut connaître des défis

Dans une interview accordée au média "La Tribune Afrique", Pascal Lamy, ancien directeur de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), fait savoir que la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAF) est le meilleur outil, pour sortir "de ce que le colonialisme a légué de pire à l'Afrique", à savoir sa multitude de frontières. "Nous avons inculqué le nationalisme politique et économique à ce continent et il faut en sortir... A terme, la véritable intégration économique et commerciale devra passer par la suppression des frontières" a fait savoir le haut fonctionnaire. Selon lui, la ZLECAF, au-delà du

commerce est un puissant outil d'intégration. "C'est un tournant considérable, car elle va permettre de faire évoluer progressivement certains marchés africains à l'échelle mondiale. Les pays africains avec des marchés de 15 ou 30 millions d'habitants ne correspondent pas à l'unité de base des marchés de consommation actuels, compris entre 100 et 200 millions de consommateurs", a-t-il fait remarquer. Ce constat qui peut sembler logique, n'est pourtant pas la chose la mieux partagée sur le continent. Sur l'ensemble des pays que compte l'Afrique, seulement 38 pays l'ont ratifié jusqu'ici. Parmi ceux qui n'ont pas encore ratifié l'ac-

cord, on retrouve le Maroc, un des grands investisseurs du continent, mais qui justement bloque pour des raisons de frontières politiques. Le Sahara Occidental, à qui le Royaume conteste l'autonomie, est considéré par l'Union Africaine comme un des états membre de la ZLECAF. Pourtant, les enjeux sont au moins aussi importants que les préoccupations nationalistes. L'Afrique compte un peu plus de 1,2 milliard d'habitants qui ont des besoins dans tous les domaines. Pourtant, seulement 16% des échanges commerciaux de la région sont réalisés à l'intérieur de ses frontières. Pour un Nigérian, il faut parfois aller à Dubaï pour acheter

des fleurs du Kenya, ou partir en Suisse pour manger du cacao de Côte d'Ivoire. Aussi, il est plus facile d'importer un bien en provenance d'Asie, que d'acheter le même produit dans un autre pays africain.

Eliminer les frontières ne sera pas une chose facile. Ces frontières sont de plusieurs ordres au-delà de la barrière matérialisée sur un plan géographique. Certains pays comme le Benin, ont ouverts les frontières aux ressortissants de l'Afrique, mais n'ont pas encore ratifié l'accord de la ZLECAF. Plusieurs autres ont ratifié l'acte du marché commun, mais pour visiter chacun d'eux, il faut avoir un visa. La deuxième forme de barrière qu'il faudra lever

est celle des tarifs douaniers qui représentent encore une source sérieuse de revenus pour beaucoup de pays africains. L'expérience du démantèlement tarifaire dans le cadre des discussions sur les Accords de Partenariat Economique entre l'Afrique et l'union Européenne, démontre l'ampleur des défis à surmonter. Le troisième type de frontière à supprimer sera celui de la régulation aussi bien en terme de législation de travail, que des normes de production et de commercialisation des biens et services. Face à ces défis, les partenaires de l'Afrique ne sont pas d'un

grand soutien. De gros partenaires comme l'union Européenne, la Chine, ou encore les Etats-Unis, continuent de jouer sur le tableau nationaliste, pour défendre leurs intérêts. A côté des relations commerciales Europe Afrique, on continue d'avoir des relations bilatérales qui implique des communautés ou des pays partenaires selon le cas. L'opinion de Pascal Lamy sur l'élimination des frontières bien que concrète, risque de se heurter encore à de nombreux défis sur le moyen terme.

Avec Agence Ecofin

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Promotion de l'investissement

Rose Kayi MIVEDOR visite la ferme «New Generation Agricole»

Le Ministre de la promotion de l'investissement, Rose Kayi MIVEDOR a visité le 27 juillet 2021, la ferme « New Generation Agricole » dans la préfecture de Tchaoudjo, plus précisément à Lama-Tessi dans la commune Tchaoudjo 2.

● Joël YANCLO

Constatant l'évolution des travaux d'installation du complexe agricole et encourageant le promoteur dans cette phase délicate. Tel est l'objectif de cette visite à la ferme, créée par un promoteur togolais, en la personne de SAMAROU Abdoulatif Nassaïre. La ferme « New Generation Agricole » est installée au Code des Investissements. C'est un complexe qui s'étend sur une superficie de 101 hectares. Elle comprendra une exploitation agricole de maïs et de soja pour sécuriser l'approvisionnement en matière première pour la production de la provende, des poulaillers, des couveuses et un abattoir pour la production de poulets de chair en batterie. Le promoteur compte créer à terme, plus de 300 emplois directs. En effet, la ferme New Generation Agricole contribuera, à terme, à fournir à la population togolaise des produits d'élevage



de poules et produits dérivés (œufs, poussins, poulets de chair, ...) pour ainsi réduire la dépendance vis-à-vis des importations. Cet investissement s'inscrit dans la droite ligne de la feuille route gouvernementale 2020-2025 et du Plan National de Développement notamment, en son axe 2 qui promeut le développement des pôles de transformation agricole. À la fin de la visite, Madame le Ministre a félicité le promoteur, qui par son investissement, contribue à réduire la pauvreté dans le milieu

et sans nul doute à freiner l'exode rural. Elle a notamment attiré son attention sur la nécessité de mettre en place une bonne stratégie commerciale qui intègre un réseau de distribution bien tissé et une maîtrise des coûts de production pour en assurer une bonne pénétration des produits sur le marché. Elle a également exprimé la disponibilité de son département à l'accompagner et à lui apporter le soutien nécessaire à la réussite de son projet.

Ambassade des USA au Togo

Elizabeth Fitzsimmons va remplacer Eric William Stromayer

Le président américain, Joe Biden, a proposé mercredi 04 août 2021, une série de nominations à différents postes diplomatiques. Elizabeth Anne Noseworthy Fitzsimmons, a été nommée pour devenir ambassadrice au Togo en remplacement d'Eric William Stromayer. Cette proposition sera soumise au Sénat pour approbation.

● Junior AREDOLA

Le président Joe Biden a annoncé son intention d'opérer des nominations de personnalités pour occuper des rôles clés dans la promotion de la politique étrangère et de la sécurité nationale des États-Unis. Ainsi, Elizabeth Anne Noseworthy Fitzsimmons, est désignée au poste d'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique auprès de la République togolaise. Elizabeth Anne Noseworthy Fitzsimmons, membre de carrière du Senior Foreign Service, classe de ministre-conseiller, est la sous-secrétaire principale adjointe



● Elizabeth Anne Noseworthy Fitzsimmons

par intérim du Bureau des affaires africaines. De 2018 à 2021, elle a été sous-secrétaire d'État adjointe pour l'Afrique centrale et la diplomatie publique. Auparavant, elle était porte-parole adjointe par intérim du ministère. Ses missions précédentes incluent le secrétaire exécutif adjoint des secré-

taires Kerry et Tillerson, le conseiller principal à l'Institut du service extérieur, le secrétaire adjoint adjoint à la diplomatie publique au Bureau des affaires d'Asie du Sud et centrale et le Bureau du représentant spécial pour l'Afghanistan et le Pakistan. Fitzsimmons a servi outre-mer à Taïwan, à Hong Kong, au Cambodge, en Inde et en Bulgarie. Elle a également travaillé au Centre des opérations du Département d'État et en tant que directrice adjointe du Secrétariat exécutif du Département d'État. Elle a obtenu un B.A. de l'Université de Virginie. Fitzsimmons parle bulgare, français et chinois.

Protection des végétaux

Lutte contre la chenille légionnaire d'automne

Le ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural a, à travers la direction de la protection des végétaux (DPV), pris des dispositions nécessaires pour lutter contre les organismes nuisibles aux cultures et aux denrées stockées.

● Eyram AKAKPO

Le gouvernement togolais envisage de protéger les cultures et les denrées stockées contre les insectes nuisibles en vue de s'assurer des bonnes récoltes et l'autosuffisance alimentaire. Pour lutter contre la chenille légionnaire d'automne pour la campagne 2021-2022, des matériels et des équipements de traitement phytosanitaire sont mis à la disposition des producteurs dans toutes les régions par la direction de la protection des végétaux. La répartition se présente comme suit : Par Régions : Extraits de graines de neem (Litre), Poudre de graine de neem (Kg), Appareil de traitement, Equipement de protection individuel (EPI) Maritime 300 500 55 27Plateaux-ouest 300 500 55 27Plateaux-est 300 500 55 27Centrale 300 500 55 27Kara 300 500 55 27Savanes 300 500 55 27Total 1 800 3 000 330 162Source DPV. Par ailleurs, 5 200 litres de



bio-insecticides, 5 000 litres d'insecticides chimiques de synthèses, 500 pulvérisateurs, 500 équipements de protection individuelle (EPI) et 500 pièges à phéromone sont en cours d'acquisition et seront également mis à la disposition des agriculteurs. La chenille légionnaire d'automne, Spodoptera frugiperda, est un papillon originaire des régions tropicales et subtropicales des Amériques qui s'est maintenant propagé

à l'échelle mondiale. Depuis son arrivée en Afrique de l'Ouest début 2016, la chenille légionnaire d'automne a atteint la plupart des pays africains. Selon les estimations de 2018 de 12 pays africains, jusqu'à 17,7 millions de tonnes de maïs pourraient être perdues chaque année sur le continent à cause de la chenille légionnaire d'automne. Suffisamment pour nourrir des dizaines de millions de personnes.

Gouvernance économique

L'exécutif togolais prône une gestion plus saine des finances des communes

Le ministre de l'Administration territoriale Payadowa BoukpeSSI et celui de l'Économie et des Finances Sani Yaya, à travers une récente note circulaire, ont appelé les autorités locales à une meilleure gestion des fonds des collectivités.

Cet appel pressant fait suite au rapport d'examen des comptes des collectivités qui relève plusieurs irrégularités dans le management financier dans plusieurs communes du pays. D'après le rapport élaboré par la Cour des Comptes, des autorités locales en l'occurrence des préfets, maires, contrôleurs financiers, trésoriers, agents comptables, bénéficient entre autres, irrégulièrement de gratifications pour les fêtes traditionnelles, des ristournes sur les tickets de marché, des indemnités de gestion de trésorerie, et plusieurs autres avantages financiers et en nature. « Ces pratiques qui ont tendance à se généraliser, sont préjudiciables aux intérêts financiers des collectivités territoriales et méritent d'être



corrigées », lancent les deux membres du gouvernement à travers la note circulaire. De fait, ils demandent aux autorités concernées de « mettre immédiatement fin à ces pratiques qui exposent à des sanctions légales réglementaires ». Ils les invitent également à se « conformer sans

délai aux dispositions en vigueur ». Pour rappel, le Togo est entré dans le processus de décentralisation depuis juin 2019 avec la tenue des élections locales. Le pays en dispose 117 communes.

Avec Togo First

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)
	Populationdata

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata



PROJET IMPACT-INITIATIVES CITOYENNES POUR L'EFFICACITÉ DES MÉCANISMES DE LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ AU TOGO

Avis de recrutement d'un (e) consultant(e) pour mener une étude de base sur le fonctionnement des mécanismes de lutte contre l'impunité et les entraves au respect des engagements internationaux pris par l'Etat pour la lutte contre l'impunité au Togo

Pays	Togo
Intitulé de l'appel	<p>Sélection d'un (e) consultant(e) pour mener une étude de base sur le fonctionnement des mécanismes de lutte contre l'impunité et les entraves au respect des engagements internationaux pris par l'Etat pour la lutte contre l'impunité au Togo</p> <ul style="list-style-type: none"> - Être titulaire d'un (Master ou Doctorat) en Droit, Sciences sociales ou tous autres domaines connexes; - • Disposer d'une expérience d'au moins 5 ans dans la conduite de mission d'études; • Disposer d'une expérience avérée dans la conduite des études systémiques ; • Avoir déjà conduit au moins trois (03) missions d'études au cours des cinq (05) dernières années ; • Être capable de produire un document de qualité dans les délais requis et de travailler dans un environnement multiculturel et sous pression ; • Disposer d'une expérience dans des domaines relatifs aux droits humains, de lutte contre la corruption et de définition des indicateurs de base sera un atout.
Type de contrat	Contrat individuel
Durée de la mission	04 semaines
Niveau de poste	Consultant
Lieu de la mission	Lomé
Date de début de la mission	Août 2021

Les Termes de Références (TDRs) complets sont à retirer au siège du CACIT sis au 269 Avenue HAHO, non loin de l'Eglise Notre Dame du Liban, Hédzranawoé ou par mail : cacitogo@gmail.com

Les consultants intéressés sont invités à soumettre leurs offres (techniques & financières) séparées conformément aux TDRs au plus tard le **19 Août 2021 à 17h00 (GMT)** :

- sous pli fermé au Directeur Exécutif du CACIT, avec la mention : Offre pour «Sélection d'un consultant pour une étude de base-Projet IMPACT», à déposer au secrétariat contre décharge. A n'ouvrir qu'en séance.
- Ou par voie électronique en deux fichiers séparés (Technique et Financier) à l'adresse suivante : cacitogo@gmail.com; avec en objet la même mention ci-dessus.

Toute demande de clarification doit être envoyée par email à l'adresse suivante : cacitogo@gmail.com au plus tard le 11 Août 2021. L'unité compétente répondra à toutes les questions reçues au plus tard le 15 Août 2021.

Les réponses tardives ne justifient pas le report du délai de soumission. Les candidatures féminines sont vivement recommandées.

Biodiversité biologique

L'ONU dévoile les objectifs du COP15

Initialement prévue en mai 2020, puis reportée à plusieurs reprises jusqu'en 2022, la 15^{ème} Conférence des Parties sur la diversité biologique porte une lourde ambition : dresser la feuille de route mondiale à suivre en matière de biodiversité dans le Post-2020 Global Biodiversity Framework, dans le but de garantir la préservation et la durabilité des écosystèmes.

Si le lancement de la COP15 est maintenu pour octobre 2021, les phases de négociations entre Etats ont finalement été reportées pour le printemps 2022. L'Organisation des Nations unies (ONU) a publié une première version draft du Post-2020 Global Biodiversity Framework qui devra être discuté à cette occasion. Lors du Sommet de la Terre de Rio en 1992, plusieurs traités internationaux inédits sont adoptés, encadrant la coopération internationale en matière de protection de l'environnement : la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CNUCC), la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULD), et la Convention sur la diversité biologique (CDB). Cette dernière a donné lieu à une Conférence des parties qui doit se réunir tous les deux ans pour orienter la coopération internationale en matière de protection de la biodiversité, sous l'égide de l'ONU, sur le même modèle que les COP sur le climat. En mai 2020, c'est la 15^{ème} Conférence des parties sur la diversité biologique qui devait se tenir à Kunming, en Chine, avec pour objectif de donner le cadre global de la stratégie biodiversité pour la décennie actuelle 2020-2030. La propagation du COVID-19 et les conséquences sanitaires qui en ont suivi ont contraint les organisateurs de cette COP15 à la reporter à plusieurs reprises, jusqu'en octobre 2021. Alors que des rumeurs ont couru au début du mois de juillet sur son possible report à 2022, il semblerait que la session soit finalement maintenue en format dématérialisée du 11



au 24 octobre 2021, suivie d'une session de négociations qui réunira les représentants des Etats au début d'année 2022, d'après un article publié récemment par Euractiv.

Enjeux et objectifs

Le défi est d'autant plus important que le bilan de la précédente stratégie, qui avait été élaborée lors de la COP10 avec les objectifs d'Aichi, a été largement insatisfaisant. Sur les 20 objectifs qui avaient été retenus en 2010, aucun n'a été atteint, d'après un rapport d'évaluation publié par l'ONU en 2020. Face à ce constat, et dans le contexte de la sixième extinction massive de biodiversité, les objectifs qui seront décidés lors de cette COP15 ainsi que les moyens pour y parvenir doivent permettre une adhésion globale, à toutes les échelles, pour engager la transition vers une société respectueuse des milieux naturels. La version draft du Post-2020 Global Biodiversity Framework, publiée le 12 juillet 2021 par l'ONU, permet d'avoir une première idée des grandes décisions qui seront débattues lors de la COP15. L'objectif à horizon 2050 y est formulé de la manière sui-

vante : « La biodiversité est évaluée, conservée, restaurée et utilisée avec sagesse, ce qui permet de préserver les services écosystémiques, de maintenir une planète saine et d'offrir des avantages essentiels à tous. »

Simplification de la complexité du vivant

Pour la lutte contre le réchauffement climatique, l'adoption lors de la COP21 d'un objectif commun, le maintien de la hausse de température en dessous du seuil des 2°C, et d'une métrique commune, la TeqCO₂, a ainsi permis de fédérer l'ensemble des pays, acteurs et sociétés civiles autour d'un projet commun et lisible. Si ce système peut être critiqué, il a pu se décliner en outils de trajectoire carbone utilisés aujourd'hui par de nombreux acteurs. Si l'ambition de la COP15 est d'initier un engagement international en faveur de la préservation de la biodiversité de la même ampleur que la COP21 pour la lutte contre le changement climatique, le défi est de taille pour adopter un objectif qui reflète la complexité du vivant tout en répondant au besoin de simplification.

Avec o-immobilierdurable.fr

Sénégal

L'assainissement autonome, la nouvelle mine d'or

Alors que le 9^{ème} Forum Mondial de l'eau se tiendra au Sénégal en mars 2022 (une première pour l'Afrique), voici un dossier spécial sur l'assainissement autonome, véritable mine d'or, peu explorée par les politiques publiques, et domaine dans lequel le Sénégal est un modèle en Afrique.

Au Sénégal, l'accès universel à un assainissement de qualité représente un défi majeur. En milieu urbain, l'assainissement collectif, héritage de la colonisation, peine à combler la demande en raison de son coût élevé. Toutefois, l'assainissement autonome demeure le système le plus répandu de gestion des excréta dans le pays. En effet, plus de 70% de la population a recours à ce système de gestion des boues de vidange. Comment permettre au Sénégal de se raccorder à la cible 6.2 des Objectifs de Développement Durable (ODD) d'ici 2030 ? Cette cible consiste en « D'ici à 2030, assurer



l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation vulnérable ». Pour les opéra-

teurs et les acteurs du secteur, seule une articulation de ces objectifs avec l'assainissement autonome est à même de réunir à la fois les avantages d'un meilleur rapport investissement/ impact. Un nouveau paradigme doit prendre place. Visualiser la vidéo-documentaire.

Avec financialafrik.com

Afrique

Le Qatar se renforce dans le business de l'inclusion financière

Déjà présent dans la banque en Afrique subsaharienne et au Maghreb, le Qatar, conformément au déploiement stratégique de ses investissements, explore davantage l'univers de l'inclusion financière dans la région, avec un chèque qui pourra atteindre 200 millions \$.

Qatar Investment Authority (QIA), a signé le 30 juillet, un accord qui lui permettra d'investir jusqu'à 200 millions \$ et obtenir une participation minoritaire (environ 7,6%, selon les calculs d'Ecofin) au capital d'Airtel Mobile Commerce, la branche de l'opérateur de télécommunication Airtel Africa, qui est dédiée aux activités de mobile money. Le fonds souverain à travers lequel l'émirat du Qatar déploie ses investissements dans le monde se donne ainsi l'opportunité de tirer profit d'un secteur d'activité qui affiche une solide croissance. Pour les trois premiers mois de son année 2021/2022 qui se sont achevés à la fin du mois de juin dernier, les transactions Airtel Money ont atteint 14,6 milliards \$, en hausse de 62,7% comparées à celles de la même période en 2020. C'est une performance meilleure que celle du trimestre s'achevant à la fin mars 2021, lorsque la valeur des transactions (12,8 milliards \$), n'était en hausse que de 51,7%. Cette croissance s'illustre aussi dans les revenus, avec un bénéfice après impôts et amortissement de 57 millions \$. Et la base clientèle de 23,1 millions de personnes permet d'espérer une accélération des performances



financières sur ce segment. Mais au-delà d'être un placement dont la rentabilité est démontrée, le Qatar avec ce projet d'investissement, se donnera le moyen d'en apprendre davantage sur les progressions et les tendances de l'inclusion financière en Afrique subsaharienne. « Nous sommes ravis de nous appuyer sur Airtel Africa pour promouvoir l'inclusion financière auprès de l'importante et croissante population d'Afrique subsaharienne », a fait savoir Mansoor bin Ebrahim Al-Mahmoud, le directeur général du Qatar Investment Authority, commentant l'annonce de la transaction. En Afrique particulièrement, cette inclusion se construit tous les jours. De plus en plus de personnes utilisent le mobile money comme moyen de paiement, d'épargne, ou d'accès au crédit. Les régulations se simplifient à mesure

que les autorités de différents pays comprennent mieux le secteur, les transactions entre opérateurs dopent les possibilités, et les transferts transfrontaliers gagnent du terrain. Un important pilier de son développement est également le nexus qui se multiplie entre les banques et le mobile money. En octobre 2019, un accord a été annoncé entre Airtel Africa et Ecobank, qui est l'institution bancaire la plus présente sur le continent avec des activités directes dans une trentaine de pays africains. Or le Qatar depuis septembre 2014 est un actionnaire stratégique d'Ecobank Transnational Incorporated, la holding maison mère du groupe bancaire panafricain, à travers la Qatar National Bank, elle aussi contrôlée par Qatar Investment Authority.

Avec Agence Ecofin

Niger

La plateforme Duddal pour digitaliser le potentiel agricole

Le Niger veut montrer ses atouts agricoles aux investisseurs à travers un portail numérique dénommé « Duddal ». Fruit de la coopération avec l'Allemagne, cette plateforme nouvellement lancée implique le ministère de l'Agriculture et de l'élevage, l'Agence de promotion du Conseil agricole (Apca), l'Agence nationale pour la société de l'information (Ansi) et le Réseau des chambres d'agriculture du Niger (Reca).

Pour le directeur général de l'Ansi, Ibrahim Guimba Saidou, Duddal s'inscrit dans le cadre de la stratégie Niger 2.0 et vise à « moderniser le monde rural en lui offrant les outils et les moyens de rehausser la production agricole afin d'améliorer le cadre de vie des populations rurales. C'est d'ailleurs une priorité du

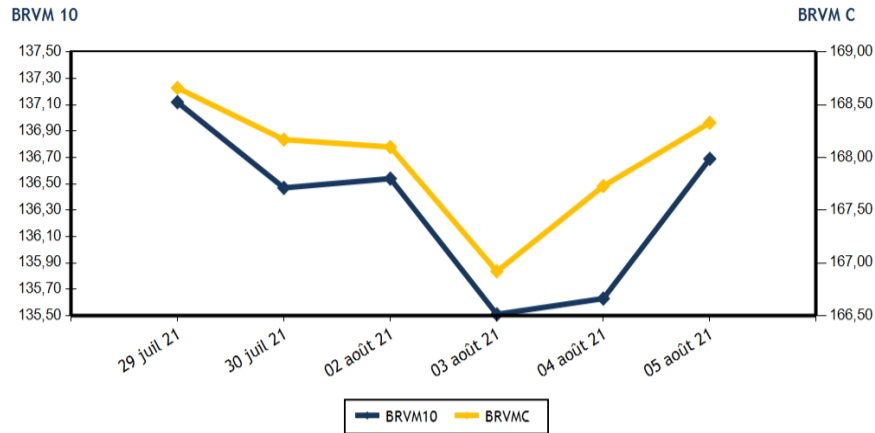
gouvernement, car au Niger, le secteur rural constitue 40 % du PIB et occupe 80 % de la population », souligne-t-il. En effet, la digitalisation de l'agriculture nigérienne trouve tout son sens face à l'insuffisance des données permettant de mieux informer les acteurs sur les risques d'insécurité alimentaire. Cette plateforme, se-

lon les autorités, disposera des guides techniques, des manuels de formation, et de 1.300 sujets portant sur les techniques agricoles, d'élevage etc.

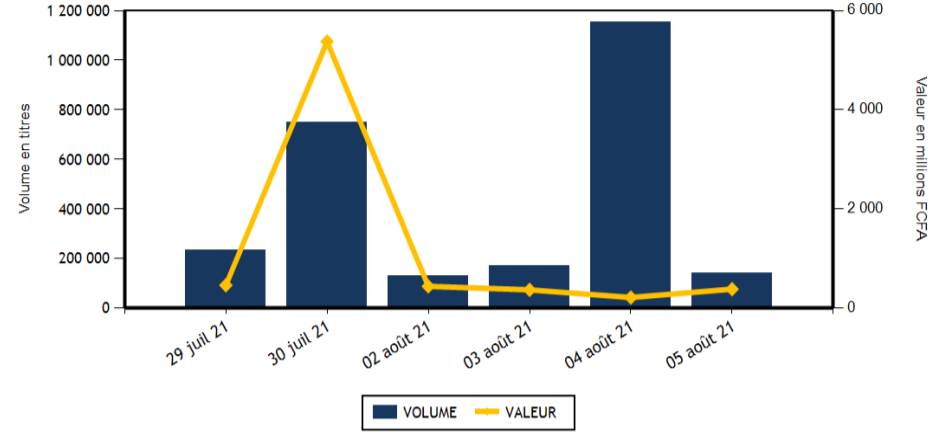
Avec financialafrik.com

BRVM 10 136,69	BRVM <small>BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES Afrique de l'Ouest</small>	BRVM Composite 168,33
Variation Jour ↑ 0,78 %	BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE	Variation Jour ↑ 0,36 %
Variation annuelle ↑ 4,44 % N° 149	jeudi 5 août 2021	Variation annuelle ↑ 15,79 %
Site : www.brvm.org		

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 065 878 667 551	0,36 %
Volume échangé (Actions & Droits)	138 852	-87,97 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	369 723 023	77,89 %
Nombre de titres transigés	43	0,00 %
Nombre de titres en hausse	14	-33,33 %
Nombre de titres en baisse	16	23,08 %
Nombre de titres inchangés	13	44,44 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 778 220 729 186	0,14 %
Volume échangé	2 415	272,69 %
Valeur transigée (FCFA)	12 606 348	94,17 %
Nombre de titres transigés	6	50,00 %
Nombre de titres en hausse	2	100,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	4	300,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	4 620	7,44 %	275,61 %
SAFCA CI (SAFC)	700	6,87 %	150,00 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 500	6,76 %	20,97 %
BERNABE CI (BNBC)	1 825	6,10 %	204,17 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	465	4,49 %	151,35 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICABLE CI (CABC)	1 270	-7,30 %	25,74 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	485	-6,73 %	142,50 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	715	-4,03 %	19,17 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 850	-2,63 %	14,91 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	4 000	-2,44 %	8,25 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	77,48	0,01 %	113,74 %	31 517	34 793 885	16,71
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	448,38	1,22 %	9,24 %	5 054	31 882 825	7,56
BRVM - FINANCES	15	60,95	-0,20 %	1,60 %	95 554	293 271 598	12,25
BRVM - TRANSPORT	2	456,26	-0,52 %	20,48 %	1 452	2 731 150	7,59
BRVM - AGRICULTURE	5	173,89	0,20 %	100,94 %	611	1 081 120	11,40
BRVM - DISTRIBUTION	7	299,48	0,02 %	32,26 %	4 493	5 839 535	18,64
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	882,23	-0,69 %	155,36 %	171	122 910	4,14
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	10,58	
Taux de rendement moyen du marché	7,60	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,97	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	93	
Volume moyen annuel par séance	229 399,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 286 851 325,24	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,12	
Ratio moyen de satisfaction	26,55	
Ratio moyen de tendance	2 372,93	
Ratio moyen de couverture	4,21	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	3,55	
Nombre de SGI participantes	25	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

 <small>Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin Avenue Charles de Gaulle Cotonou 01 BP 2800 Cotonou Tél : (229) 21 21 21 26 Fax : (229) 21 21 20 77</small>	 <small>BURKINA FASO Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso 01 BP 5022 Ouagadougou 01 Tél : (226) 25 30 87 73 Fax : (226) 25 30 87 19</small>	 <small>CÔTE D'IVOIRE Bourse Régionale des Valeurs Mobilières Palais, 18 Avenue Joseph ANOMA 01 BP 3802 Abidjan 01 Tél : (225) 20 21 50 50 Fax : (225) 20 32 47 77</small>	 <small>GHANA-IBSBAI Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Ghana-IBSBAI, Avenue Penseu Nana CP 88 Bono Tél : (248) 320 18 02 Fax : (248) 320 18 02</small>	 <small>MALI Innovateur SCRI/VE, ACI 2000 Hamdallay B.P. E 1388 - Bamako Tél : (223) 44 90 18 10 Fax : (223) 44 90 18 11</small>	 <small>NIGER Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger, Place de la Liberté BP 13 200 Niamey Tél : (227) 20 73 80 62 Fax : (227) 20 73 80 47</small>	 <small>SENEGAL 7, rue Jean Mérimée BP 6956, Dakar - Plateau Tél : (221) 33 821 15 18 Fax : (221) 33 821 15 06</small>	 <small>TOGO 4801, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadéma, Intermedia 201 Togo BP 3262 Lomé Tél : (228) 22 61 23 16 Fax : (228) 22 61 23 41</small>
--	--	---	--	---	---	---	---

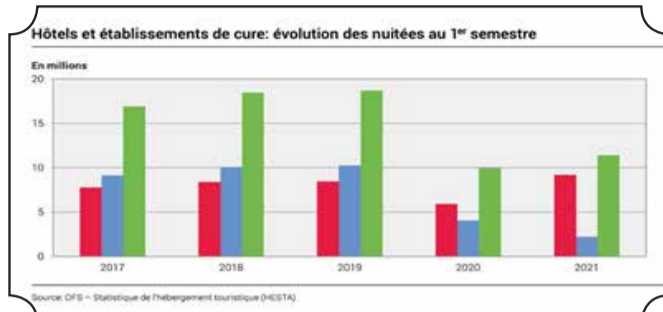
BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brym@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

Suisse

Forte hausse des nuitées au premier semestre 2021

Le nombre de nuitées a augmenté de 14,3% par rapport à la même période de 2020. Si la demande indigène a explosé, celle des touristes étrangers a chuté drastiquement.

L'hôtellerie suisse retrouve un peu de couleur cette année. En effet, elle a enregistré depuis le début de l'année 11,4 millions de nuitées, soit une hausse de 14,3% par rapport au 1er semestre 2020, marqué par le début de la pandémie et les restrictions sanitaires en Suisse et dans le monde entier, selon l'Office fédéral de la statistique (OFS) mercredi. Mais comparé à 2019, ce premier semestre 2021 présente toujours un recul des nuitées de 39,4%, souligne l'OFS. En outre, la demande est restée fortement négative entre janvier (-58,2%) et février (-39,9%) par rapport aux mêmes mois de 2020, lors desquels les effets de la pandémie n'étaient pas encore perceptibles. Les nuitées sont ensuite allées en augmentant avec une très forte croissance en avril (+802%) ainsi que les mois suivants. Des chiffres à mettre en relation avec les fortes restrictions mises en place à cette même période l'année passée. Durant ce premier semestre 2021, l'OFS observe aussi un fort recul des demandes étrangères, soit une baisse de 45,4% par rapport à 2020 et même 78,3% par rapport à 2019. Là aussi, des fortes hausses ont été observées en avril (+471,3%), en mai (+321,3%) et en juin (+86,1%). Ces résultats sont toutefois à mettre en relation avec les nuitées étrangères qui se situaient à un niveau historiquement bas entre avril et juin 2020, relativise



• En rouge, les nuitées dues aux hôtes suisses, en bleu, les nuitées des touristes étrangers et en vert, le total. OFS

l'OFS. Car la demande étrangère a reculé de près de 80% ce printemps par rapport à 2019.

Explosion de la demande indigène

En revanche, les Helvètes ont profité de la pandémie pour séjourner en Suisse ce premier semestre. En effet, la demande indigène a fortement progressé, constate l'OFS. Les nuitées ont augmenté de 55,3% par rapport à la même période de 2020. Les experts observent même une hausse de 6,9% par rapport à 2019. C'est surtout avec l'arrivée des beaux jours, soit dès le mois d'avril, que la demande a explosé avec une hausse de 917% des nuitées par rapport à 2020 et même 40% par rapport à il y a 2 ans! Au niveau des régions, dix sur treize ont enregistré une hausse de nuitées au cours du premier semestre par rapport à 2020. La plus forte augmentation a été observée au Tessin (+172,5%), seule région aussi en hausse (+27,4%) par rapport à 2019. Les régions Jura & Trois-Lacs (+56,7%), la Suisse orientale (+39,6%), la région Fribourg (+37,2%) ainsi que Lucerne-Lac des

Quatre-Cantons (+33,7%) ont également vu le nombre de leurs nuitées augmenter fortement par rapport à l'année dernière. Les Grisons et le Valais (+5,6 et +3,6%) ont été un peu moins bien lotis. Les villes les plus touchées À noter que ce sont les villes qui ont particulièrement souffert de la pandémie, en particulier Genève. La demande en nuitées dans la région y a chuté de 30,9% par rapport au 1er semestre de l'an dernier. La Région zurichoise (-23,6%) et la Région bâloise (-5,5%) ont eux aussi connu des baisses marquées. Enfin, chaque région touristique a connu une augmentation des nuitées de la part des Suisses. C'est le Tessin qui s'est attiré le plus de touristes helvétiques avec une hausse de 234%. Les demandes indigènes au sein des autres régions s'échelonnent entre +19,5% (Région zurichoise) et +78,4% (Jura & Trois-lacs). Quant à la demande étrangère, seuls le Tessin (+15,6%) et la région Jura & Trois-Lacs (+0,9%) ont pu tirer leur épingle du jeu.

(cht/comm)

Voitures électriques

Joe Biden appuie sur l'accélérateur

Le président américain a signé un décret pour que la moitié des voitures vendues aux USA soient électriques, hybrides ou à hydrogène en 2030.

Augmenter les ventes de voitures électriques, muscler des réglementations environnementales allégées par Donald Trump: Joe Biden dévoile jeudi, son plan pour verdir l'industrie automobile américaine, face à des concurrents chinois et européens agressifs. Le président américain veut qu'en 2030, la moitié des voitures vendues aux Etats-Unis soient sans émissions, c'est-à-dire électriques, hybrides rechargeables ou à hydrogène, selon un document rendu public par la Maison-Blanche. Joe Biden doit signer un décret en ce sens jeudi. Il entend «mettre l'Amérique en position de mener l'avenir de la voiture électrique, de dé-

passer la Chine» qui investit, produit et vend déjà à marche forcée, «et de faire face à la crise climatique.» Les trois grands constructeurs américains, à savoir Ford, GM et Stellantis (qui a dans son giron la marque historique Chrysler) affirment dans un communiqué publié conjointement leur «ambition commune d'arriver en 2030 à 40 à 50%» de véhicules de ce type vendus chaque année aux Etats-Unis. Dans un autre communiqué, les constructeurs BMW, Honda, Volkswagen, et Volvo, souvent considérés comme plus avancés en matière électrique que les grands noms de Detroit, berceau de l'industrie automobile américaine, «applaudissent» l'initiative.

Appui syndical Le président américain, toujours soucieux de promettre «des emplois bien payés et syndiqués» à chacune de ses interventions publiques, a aussi rallié le puissant syndicat UAW. «Les membres de l'UAW sont prêts à construire ces voitures, ces camions électriques et les batteries qui vont avec. Nos membres sont l'arme secrète de l'Amérique pour gagner cette course mondiale», écrit son président Ray Curry, lui aussi cité dans la communication de la Maison-Blanche. Si ce chiffre de 50% ne va pas bien au-delà de ce que beaucoup de constructeurs envisagent déjà, la marche est néanmoins haute pour les Etats-Unis.

(AFP)

Réduction de la déforestation

Le Brésil n'atteindra pas son objectif

Le pays ne va pas atteindre son objectif de réduire de 10% la déforestation en Amazonie sur la période d'août 2020 à juillet 2021, qui sera plutôt autour de 4 à 5%.

Le Brésil ne va pas atteindre son objectif de réduire de 10% la déforestation en Amazonie sur la période de référence août 2020-juillet 2021, a admis lundi le vice-président Hamilton Mourao. «Nous n'allons probablement pas remplir notre objectif de réduction de 10% de la déforestation. Je crois que ce sera plutôt autour de 4 à 5%. C'est une réduction très faible, dérisoire, mais c'est mieux que rien», a déclaré à la presse ce général de la réserve. Les données officielles de la déforestation sur le cycle allant d'août à juillet, collectées par le système Prodes de l'Institut national de recherches spatiales (INPE), ne seront connues qu'en novembre. D'août 2019 à juillet 2020, 10'851 km² avaient été déboisés en Amazonie, une augmentation de 7% par rapport au cycle précédent. Malgré le déploiement de l'armée pour tenter de réprimer la déforestation illégale, la situation a continué de se dégrader ces derniers mois. Un autre système de calcul de l'INPE, le



Deter, qui publie des données préliminaires en temps réel, montre que la surface déboisée en Amazonie a augmenté de 17% au premier semestre 2021 par rapport à 2020.

Lutter contre les incendies

En juin, la déforestation a battu un quatrième record mensuel consécutif depuis la mise en place du Deter, en 2015, avec pas moins de 1062 km² déboisés, une donnée inquiétante pour ce mois qui marque le début de la saison sèche. Le vice-président Mourao a souligné en revanche la baisse de 27% du nombre de foyers d'incendies identifiés par l'INPE en

juillet par rapport au même mois de l'année dernière. Selon lui, cette réduction est due aux «mesures mises en place» par le gouvernement, c'est pourquoi il préconise «de continuer à déployer l'armée» pour lutter également contre ces incendies. Mais Cristiane Mazzetti, de l'antenne brésilienne de Greenpeace, craint que le nombre de feux de forêts n'augmente à nouveau sur les prochains mois «quand la végétation des zones déboisées récemment sera plus sèche et susceptible d'être brûlée illégalement».

(AFP)

Espagne

Néandertal a bien peint dans une grotte il y a 60.000 ans

Une étude affirme que c'est bien le cousin de l'homme moderne qui a peint une immense stalagmite dans la grotte d'Ardales, démontrant des comportements symboliques.

Des préhistoriens ont confirmé sans équivoque que des Néandertaliens, ces «cousins» disparus de l'homme moderne, avaient bien peint la stalagmite d'une grotte espagnole il y a plus de 60'000 ans, selon une étude parue lundi. L'affaire agitait la petite communauté des préhistoriens depuis la publication d'une étude en 2018 attribuant à Néandertal l'application d'une «peinture» à base d'ocre rouge sur les colonnes d'une stalagmite monumentale, dans la grotte d'Ardales, dans le sud de l'Espagne. Mais la datation, d'au minimum 64'800 ans, un temps où les humains modernes n'habitaient pas le continent, avait été réalisée sur des fragments de stalagmite. «Et un article scientifique a dit que peut-être ces pigments étaient une chose naturelle», une coulée d'oxyde de fer, rappelle à l'AFP le préhistorien Francesco d'Errico. L'étude qu'il a cosignée dans la revue de l'Académie américaine des sciences (PNAS) «montre que ces dépôts ne sont pas naturels, qu'il s'agit bien de pigments à base d'ocre très probable-

ment amenés dans la grotte», poursuit ce chercheur CNRS à l'Université de Bordeaux. Mieux, l'analyse de ces pigments, une première, a montré qu'ils n'étaient pas tous identiques, et que leur diversité correspondait aux différentes dates des fragments de stalagmite étudiés initialement. Ce qui «soutient l'hypothèse que les Néandertaliens sont venus à plusieurs reprises, sur plusieurs milliers d'années, pour marquer la grotte avec des pigments», selon le Pr d'Errico. Et ce sur une «coulée stalagmitique particulière, énorme». Difficile pour autant de comparer ce comportement à celui qui produira l'art pariétal de l'humain moderne, plus récent, comme celui de la grotte Chauvet-Pont d'Arc, à -37'000 ans.

«Ces structures stalagmitiques ont un rôle»

Mais c'est une touche supplémentaire ajoutée au portrait d'un Néandertalien qui était tout sauf un «cousin» un peu rustre de l'Homme, et dont la lignée s'est éteinte il y a quelque 40'000 ans. «Ce n'est peut-être pas exactement ce qu'on peut appeler

de l'art», dit le Pr d'Errico, mais «le lieu, la coulée stalagmitique et le fait de mettre du pigment dessus était important, un comportement symbolique». Et bien malin qui pourrait en interpréter le sens, quand aujourd'hui encore les préhistoriens se disputent sur le sens à donner à l'art pariétal des humains modernes, entre expression artistique, récit du monde ou invocation de forces surnaturelles. «Dans certaines grottes l'entrée est habitée, mais l'intérieur et les profondeurs sont visités pour autre chose, pour de l'art ou des activités ne laissant pas de trace», raconte le Pr d'Errico. Il mentionne ainsi l'exemple de la grotte de Bruniquel, dans le Tarn-et-Garonne, où des Néandertaliens se sont aventurés à plus de 300 mètres à l'intérieur, pour y disposer précisément en deux cercles plus de deux tonnes de stalagmites soigneusement brisées. Et cela, il y a plus de 170'000 ans. Avec Ardales, cela fait «deux exemples où des Néandertaliens rentrent dans une grotte et considèrent que ces structures stalagmitiques ont un rôle».

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
Réunion du Comité Régional des Négociations Commerciales	15 juin 2021	Virtuel	http://www.uemoa.int/fr
Organisation des réunions du cadre de concertation avec les OIG	15 au 30 juin 2021	Abuja, Nigéria	http://www.uemoa.int/fr
Rencontre du réseau des Organismes de promotion du commerce	22 au 23 juin 2021	Virtuel	http://www.uemoa.int/fr
9ème Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique	31 mai au 4 juin 2021	Cap vert	https://www.uneca.org/fr/events/centre-africain-pour-la-politique-en-mati%C3%A8re-de-climat/neuvi%C3%A8me-conf%C3%A9rence-sur-le-changement
Conférence internationale sur l'enseignement forestier	8 au 10 juin 2021	Virtuel	Forest-Education@fao.org
Assemblées annuelles du Groupe de la BAD	23 au 25 juin 2021	Virtuel	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/pressreleases/assemblies-annuelles-2020-du-groupe-de-la-banque-africaine-de-developpement-communique-final-37563
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteackconference2020.com infowtc2020@gmail.com
4e Conférence mondiale sur le teck	3 au 26 août 2021	Accra (Ghana)	tetra@itto.int
Salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	7 au 10 septembre 2021	France	global-industrie.com
Conférence internationale dédiée aux moyens de paiement et aux services financiers	21 au 23 septembre 2021	Amsterdam, Pays-Bas	europe.money2020.com

HOROSCOPE finance

Bélier Le Soleil sera en splendide configuration. Voilà qui devrait vous permettre d'améliorer vos revenus ou de mieux gérer votre budget. Il vous faudra simplement faire attention à l'impact de Mars, qui pourrait vous donner tout à coup envie de dépenser des fortunes en vêtements, produits de beauté ou objets de collection. Restez raisonnable, tout de même !

Taureau Inutile de vous leurrer : la journée sera périlleuse. Pluton en cet aspect va certainement faire des vagues sur le plan financier. Méfiez-vous de vos intuitions actuelles comme de la peste ; et ne prenez pour l'instant aucune décision financière importante, qu'il s'agisse d'achat, de vente, de placement ou de spéculation.

Gémeaux Evitez de prendre des engagements financiers qui, non reconduits dans quelques mois, se traduiraient par autant de pertes sèches. Par ailleurs, ne faites pas le gros achat que vous envisagez.

Cancer Si vous devez effectuer d'importants placements ou réaliser une opération immobilière d'envergure, patientez un peu car cette journée ne sera pas favorable. Vous serez dans de meilleures dispositions plus tard.

Lion Rien à craindre sur le plan pécuniaire si vous restez prudent et raisonnable. Mais si vous avez tendance à être dépensier ou impulsif en affaires, attention à Pluton ! Assez négatif, cet astre ne vous fera pas de cadeau si vous prenez trop de risques. Méfiez-vous des envies d'achats ruineux. Méfiez-vous également des idées farfelues qui pourront vous passer par la tête concernant des placements ou des investissements.

Vierge Cet environnement planétaire pourrait être à l'origine d'une occasion exceptionnelle de gagner de l'argent. Saisissez la chance quand elle se présentera. D'une manière ou d'une autre, cela devrait changer peu ou prou votre vie matérielle.

Balance Le Soleil en cet aspect devrait vous aider à améliorer vos revenus. Mais comme il sera en assez mauvaise position, il pourra tout de même provoquer de nouvelles perturbations dans ce domaine. Soyez particulièrement vigilant si vous envisagez un achat conséquent ou si vous souhaitez réorganiser vos investissements. Rappelez-vous que tout ce qui brille n'est pas or, avant de signer quoi que ce soit.

Scorpion Concernant vos finances, vous gérerez votre budget avec beaucoup de sérieux et de rigueur. Si les circonstances vous y obligent, vous n'hésitez pas à vous serrer la ceinture et à contraindre votre petite famille à faire de même. Vos efforts seront récompensés. Lentement mais sûrement, votre situation matérielle s'améliorera.

Sagittaire Pendant cette journée vous n'aurez pas que des satisfactions. Vos décisions seront contestées, et vous essuiez quelques pertes financières inattendues en dépit de votre intuition et aussi de la prudence avec laquelle vous gérez votre budget. Ne vous désolerez pas trop : dans la vie, il faut savoir non seulement gagner, mais aussi perdre.

Capricorne Il est évident que certaines transactions financières demandent beaucoup de patience et une longue préparation. Si vous allez trop vite en besogne, vous risquez d'avoir de mauvaises surprises. Cela dit, vous n'aurez pas de problèmes pécuniaires à avoir cette fois.

Verseau Excellentes perspectives matérielles. N'hésitez pas à innover, à sortir des sentiers battus. Vos idées vaudront de l'or. En matière de placements, misez aussi sur la nouveauté.

Poissons Méfiez-vous des risques financiers excessifs. Si vous souhaitez effectuer une opération boursière de grande envergure, prenez conseil d'un spécialiste, car vous n'aurez pas toute la faveur des astres.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web : www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publicationKomlan KPATIDE
00228 90 05 05 08Rédacteur en chefJoël YANCLO
00228 97 78 79 07Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage : 5000

**BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.**

Siège social : 18, Avenue Joseph Anoma, Plateau – 01 BP 3802 Abidjan

Tél. : +225 20 326 685 / +225 20 326 685 Fax : +225 20 326 684

E-mail : brvm@brvm.orgSite web : www.brvm.org**AVIS N° 154 - 2021 / BRVM / DG****TRESOR PUBLIC DU BURKINA FASO****Emprunt obligataire
"TPBF 6,50 % 2021 - 2031"****PREMIERE COTATION**

Dans le but de mobiliser des ressources destinées au financement des projets porteurs de croissance inscrits dans le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES), l'Etat du Burkina Faso, à travers la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP), a émis un emprunt obligataire intitulé "TPBF 6,50 % 2021 - 2031".

La diffusion des titres "TPBF 6,50 % 2021 - 2031" dans le public au prix de 10 000 FCFA par obligation a eu lieu du 24 au 28 juin 2021 inclus.

A l'issue de cette opération, 16 500 000 obligations "TPBF 6,50 % 2021 - 2031" ont été souscrites sur le Marché Financier Régional de l'UEMOA, pour un montant total de 165 000 000 000 FCFA.

La date de jouissance desdites obligations est le **06 juillet 2021**.

Afin de permettre les échanges des titres sur le Marché Financier Régional, la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) porte à la connaissance du public et des intervenants du marché que la première cotation de l'Emprunt "TPBF 6,50 % 2021 - 2031", admis au Compartiment des obligations de la BRVM, aura lieu le **jeudi 12 août 2021**.

La procédure d'introduction retenue pour la première journée de cotation est la **procédure ordinaire** avec un cours de référence fixé à 10 000 FCFA.

Le premier cours de négociation sera déterminé par la confrontation des ordres d'achat et de vente.

Le symbole adopté pour le titre est "TPBF.O13".

La Société de Gestion et d'Intermédiation (SGI) SOCIETE BURKINABE D'INTERMEDIATION FINANCIERE (SBIF), est responsable de l'introduction en bourse de l'emprunt obligataire "TPBF 6,50 % 2020 - 2028".

Les investisseurs qui désirent consulter la note d'information ou obtenir plus d'informations concernant cette émission obligataire, sont priés de communiquer avec la Société de Gestion et d'Intermédiation (SGI) SOCIETE BURKINABE D'INTERMEDIATION FINANCIERE (SBIF) : 01 BP 5394 Ouagadougou 01 ; Tél : (226) 25 33 04 91 / 92 ; Fax : (226) 25 33 04 90 ; e-mail : sbif@fasonet.bf; ou toute autre SGI installée dans les pays de l'UEMOA.

Pour toute information complémentaire concernant cet avis, veuillez contacter la BRVM à son siège ou les Antennes Nationales de Bourse établies dans chacun des pays de l'UEMOA.

Fait à Abidjan, le 27 juillet 2021

Le Directeur Général

Dr. Edoh Kossi AMENOUNVE

Ministère de l'agriculture

1239 fonctionnaires répartis dans 27 départements

Le ministre de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural, Antoine Lékpa Gbégbégni a officiellement renvoyé les nouveaux fonctionnaires pour le compte de son département ministériel à leur fonction à travers la décision N°05/21 du mardi 03 août 2021.

● Bernard AFAWOUBO

Les nouvelles recrues du ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural admis le vendredi 7 Mai dernier sont affectées à de différents postes par décision N°05/21 du mardi 03 août 2021 du ministre en charge de l'agriculture, Antoine Lékpa Gbégbégni. Au total, ils sont 1239 nouveaux fonctionnaires à être réparti dans 27 départements dudit ministère sur toute l'étendue du territoire national. Ainsi, 19 agents sont affectés au Secrétariat général, 18 au Cabinet, 12 à la Direction des Ressources Humaines (DRH), 17 à la Direction de la Formation, de la Diffusion des Techniques et des Organisations Professionnelles Agricoles (DFDTPA), 16 à la Direction des Semences et Plants (DSP), 25 à la Direction de la Protection Végétale (DPV) et 4 au Comité National de la Campagne de Lutte pour l'Alimentation (CNCMLA). Trois agents sont affectés au Conseil Permanent des Chambres d'Agriculture du



● Le ministre de l'agriculture, Antoine Lékpa Gbégbégni

Togo (CPCAT), 21 à l'Office National des Abattoirs et des Frigorifiques (ONAF) et 21 à la Direction des Pêches et de l'Aquaculture (DPA). Les Directions Générales de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Rural (DRAEDR) ont 38 dans la région Maritime, 46 dans la région des Plateaux Ouest, 38 aux Plateaux Est, 43 dans la région Centrale, 43 dans la région de la Kara et 40 dans la région des Savanes. Au niveau des instituts, 302 agents reviennent à l'ICAT, 82 à l'ITRA et 20 à l'INFA. Le reste des nouveaux fonctionnaires sont répartis à raison de

25 agents pour l'ANSAT, 230 pour la Direction des Statistiques Agricoles, de l'Informatique et de la Documentation (DSID 230), 29 pour la Direction des Politiques, de la Planification et du Suivi-Evaluation (DPPSE), 36 pour la Direction de l'Aménagement, de l'Équipement et de la Mécanisation Agricole (DAEMA), 21 pour la Direction des Filières Végétales (DFV), 20 pour la Centrale d'Approvisionnement et de Gestion des Intrants Agricoles (CAGIA) puis 32 agents pour la Direction des Affaires Financières (DAF).

Environnement

Les reboiseurs ont échangé avec le ministre Foli Bazi Katari

Le ministre de l'environnement et des ressources forestières Foli Bazi Katari, a échangé le 30 juillet 2021 à Lomé avec les reboiseurs et planteurs privés afin de mieux les impliquer et partager les grandes lignes de la feuille de route du département de l'environnement.

● Eyram AKAKPO

Cette rencontre qui a réuni les représentants des planteurs privés, reboiseurs et gestionnaires des forêts communautaires des cinq régions du pays vise à les inciter à intensifier les activités de reboisement en vue de contribuer à l'atteinte de l'ambition décennale qui veut que d'ici 2030, 35% du territoire soit couvert. Précisément, il est question au cours de ce rendez-vous de donner et de recevoir de partager avec les planteurs privés, l'ambition du gouvernement en matière de reboisement, d'échanger avec les planteurs sur les difficultés rencontrées dans leurs activités et les besoins pour y faire face et aussi de recueillir des propositions et recommandations pour l'atteinte de cette ambition décennale. Selon le ministre Foli Bazi Katari, l'intérêt qui sous-tend son initiative est



de canaliser toutes les initiatives publiques et privées qui concourent à la préservation ou à la restauration des forêts en vue d'optimiser la performance du ministère dans le sous-secteur de la foresterie. Mais le ministre n'a pas perdu de vue l'épineux problème du foncier qui constitue un frein dans l'augmentation des superficies à reboiser tant pour le secteur privé que public. Il a aussi expliqué les mobiles qui ont amené le gouvernement à adopter, le 12 mai

2021, le décret N° 054/PR, portant interdiction de l'exportation des produits forestiers sous forme brute et semi brute. « Cette mesure vise à promouvoir la consommation, la transformation locale de bois en vue de créer des emplois verts et d'améliorer la contribution de ce secteur au produit intérieur brut » a-t-il expliqué. L'initiative a été saluée par les participants qui ont, tout de même soumis quelques doléances relatives surtout au financement du secteur.

UEFA, CdM 2022

La VAR utilisée en Europe pour les qualifications

La VAR débarque dans la zone Europe pour la suite des qualifications pour le Mondial 2022. L'UEFA a officialisé la nouvelle ce jeudi, avec une mise en place dès les prochains matchs prévus en septembre.

Pour rappel, les trois premières journées se sont déroulées sans la VAR, ce qui avait provoqué un gigantesque tollé notamment lors de Serbie-Portugal (2-2). Le but inscrit par Cristiano Ronaldo avait ainsi été injustement refusé alors que le ballon avait franchi la ligne. « L'entrée de cette technologie dans les compétitions de qualification pour équipes nationales de l'UEFA a dû être repoussée en raison des



● Aleksander Ceferin lors du Congrès de l'UEFA le 20 avril 2021 ©Maxppp

risques et des complications sur le plan logistique liés à la pandémie de Covid-19 »,

a tenté de justifier l'instance continentale.

Avec footmercato.net

FC Barcelone

Lionel Messi ne prolonge pas

Coup de tonnerre sur la planète football ! Alors qu'il devait prolonger son contrat avec le Barça, Lionel Messi ne portera plus le maillot barcelonais. Les Blaugranas viennent d'officialiser cette nouvelle via un communiqué.

Une situation inédite jusqu'au bout. En fin de contrat avec le FC Barcelone fin juin, Lionel Messi n'avait pas signé de nouveau bail avant de partir disputer la Copa América avec l'Argentine en juin et juillet. Concentré sur la compétition, qu'il a finalement gagné avec l'Albiceleste, le numéro 10 était ensuite parti en vacances. Mais ces dernières semaines, les médias espagnols annonçaient en chœur qu'un accord avait été trouvé entre toutes les parties pour un nouveau bail longue durée, et il ne manquait plus que l'officialisation. Avec le retour de Lionel Messi à Barcelone ce mercredi, les médias locaux expliquaient alors que l'annonce de la prolongation de l'Argentin

n'était plus qu'une question d'heures, évoquant même ce jeudi comme jour choisi pour l'officialisation. Mais finalement, il n'en sera rien. Il y a quelques heures, RAC1 et Marca lançaient une véritable bombe en annonçant que le principal concerné n'allait pas prolonger au FC Barcelone, faute d'accord entre le clan Messi et les Blaugranas. Et malheureusement pour les fans du Barça, c'est désormais officiel.

Le règlement de LaLiga a tout fait capoter

Via un communiqué publié il y a quelques minutes, la formation espagnole a officialisé cette mauvaise nouvelle. « Bien qu'un accord ait été trouvé entre le FC Barcelone

et Leo Messi et que les deux parties aient clairement l'intention de signer un nouveau contrat aujourd'hui, il n'a pas pu être formalisé en raison d'obstacles économiques et structurels (règlement de la LaLiga espagnole) », explique d'abord le Barça, faisant référence aux problèmes liés à la réglementation en Espagne concernant la masse salariale. C'était en effet le véritable obstacle à cette prolongation pour le président Joan Laporta. « Compte tenu de cette situation, Lionel Messi ne continuera pas à être lié au FC Barcelone. Les deux parties regrettent profondément que, finalement, il ne soit pas possible de répondre aux souhaits du joueur et du club.

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dettes publiques : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

MARBRE - PIERRE - GRANITE

La morale de notre travail est la force
d'unir notre professionnalisme pour
satisfaire nos clients.

Travail professionnel de qualité



LA MAIN DU MARBRE

WWW.LAMAINDUMARBRE.COM

contact@laimaindumarbre.com

+228 918 943 13/921 408 56